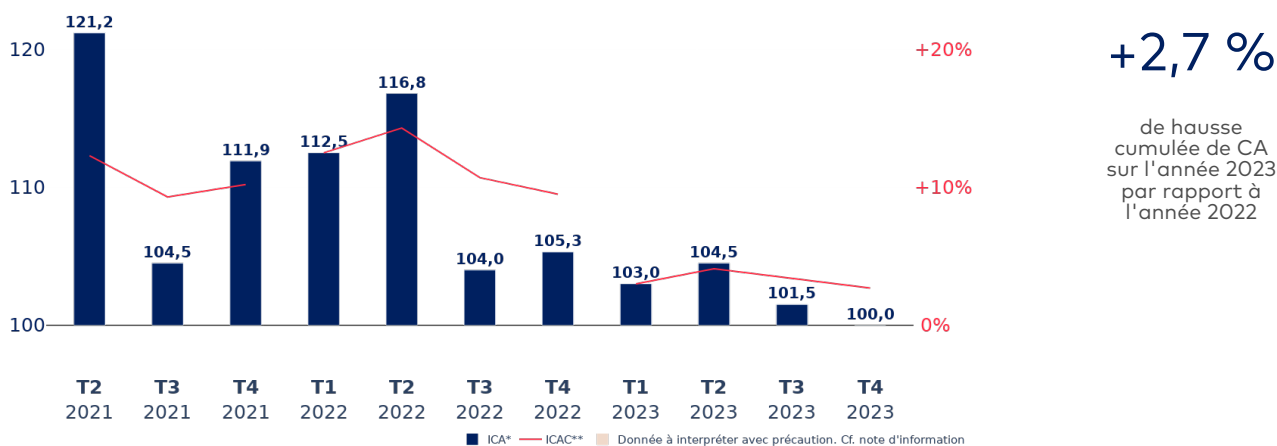
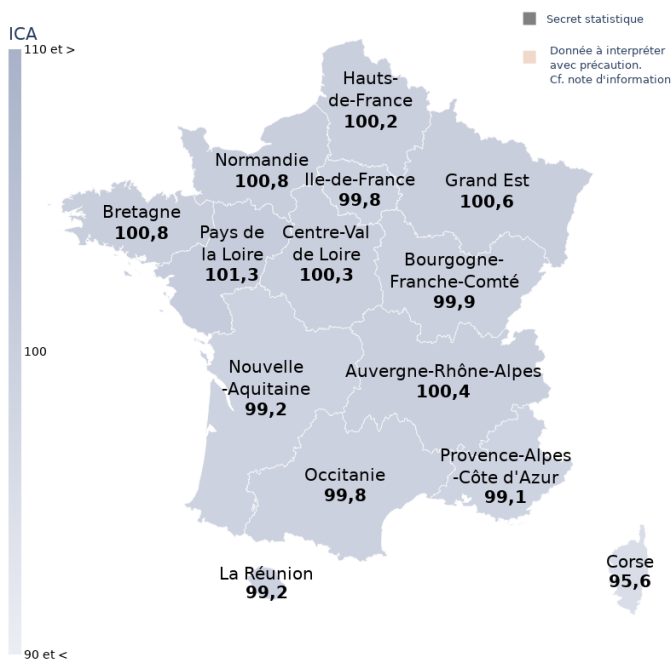


L'analyse de l'évolution trimestrielle de l'activité des TPE-PME

- Au 4e trimestre 2023, l'indice de chiffre d'affaires (ICA) des près de 600 000 TPE-PME françaises de notre échantillon est de 100, soit une stagnation en valeur du chiffre d'affaires (CA) par rapport au 4e trimestre 2022, après 11 trimestres de progression. L'indice de chiffre d'affaires cumulé (ICAC) indique une hausse de CA de 2,7% depuis le début de l'année.
- Ce résultat modéré masque toutefois des disparités en termes géographique et sectoriel comme le détaille la suite de l'analyse.
- Il convient également de noter que les résultats présentés dans cette analyse ne sont pas corrigés de l'inflation qui a progressé significativement depuis la fin de l'année 2021. En effet, selon les résultats de l'Insee, les prix à la consommation ont augmenté de 3,7% entre décembre 2022 et décembre 2023. En moyenne annuelle, l'Insee indique un taux d'inflation de 4,9% en 2023 après +5,2% en 2022. Les prix de l'énergie ont augmenté moins rapidement qu'en 2022 tandis que la hausse s'est accélérée dans l'alimentation et plus modérément pour les produits manufacturés. Elle est restée stable dans les services.



La Carte de France



L'évolution de l'activité trimestrielle des régions

- Au 4e trimestre 2023, l'activité économique des TPE-PME de toutes les régions a ralenti par rapport au précédent trimestre. 7 régions ont même affiché un recul de CA par rapport au 4e trimestre 2022.
- Les entreprises des Pays de la Loire (+1,3%), de Normandie (+0,8%), et de Bretagne (+0,8%) affichent les plus fortes croissances de CA en valeur sur le trimestre. Celles du Grand Est (+0,6%), d'Auvergne-Rhône-Alpes (+0,4%), du Centre-Val de Loire (+0,3%) et des Hauts-de-France (+0,2%) enregistrent une très légère progression. Les structures de Bourgogne-Franche-Comté (-0,1%), d'Occitanie (-0,2%), d'Ile-de-France (-0,2%), de La Réunion (-0,8%), de Nouvelle-Aquitaine (-0,8%) et de Provence-Alpes-Côte d'Azur (-0,9%) affichent un résultat inférieur à la moyenne nationale. Les TPE-PME de Corse voient leur CA reculer plus nettement, -4,4% par rapport au 4e trimestre 2022.
- Pour plus de précision, les résultats sont détaillés dans les analyses régionales***.

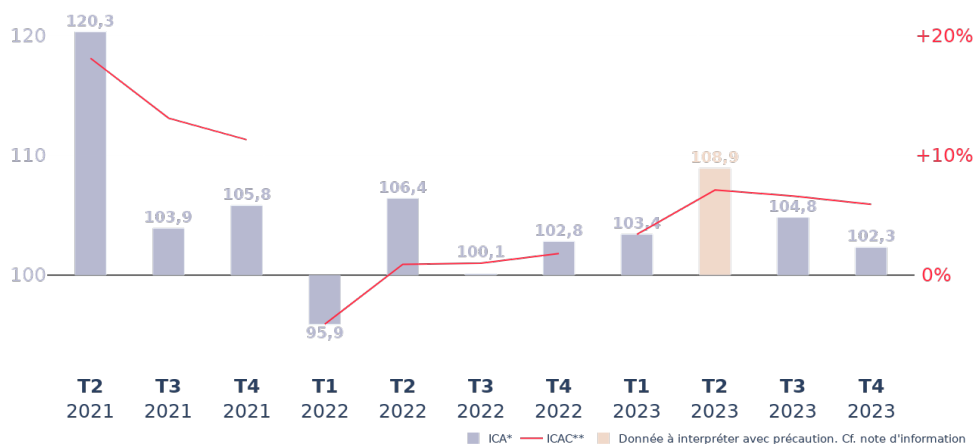
*L'indice de chiffre d'affaires (ICA) mesure l'évolution du CA moyen par entreprise entre une période (ici un trimestre) et la même période de l'année précédente, avec correction des jours ouvrés. **L'indice de chiffre d'affaires cumulé (ICAC) mesure l'évolution du CA moyen par entreprise de la période du 1er trimestre de l'année N au dernier trimestre présenté de l'année N, par rapport au CA moyen par entreprise de la même période de l'année N-1, avec correction des jours ouvrés.

L'ÉVOLUTION DE L'ACTIVITÉ PAR SECTEUR



Boulangerie et boulangerie-pâtisserie (1071C)

Les 6 806 TPE-PME françaises de boulangerie-pâtisserie de notre échantillon enregistrent une nouvelle hausse de CA de 2,3% (en valeur) au 4e trimestre 2023 comparativement au 4e trimestre 2022. En moyenne sur l'année 2023, la croissance atteint +5,9% en valeur. Selon l'Insee, le prix des matières premières a augmenté nettement par rapport à 2022, +16,6% pour la farine, +17,3% pour le beurre, avec un prix de l'énergie toujours élevé. On note ainsi un ralentissement de la croissance en octobre et novembre lié à la hausse des prix qui a conduit les clients à opérer des arbitrages, en achetant moins de produits en boulangerie-pâtisserie ou en privilégiant les moins chers. Elles font également face à la concurrence grandissante des boulangeries industrielles, ou des grandes surfaces alimentaires, qui proposent des produits à des prix moins élevés grâce à la vente en grande quantité.



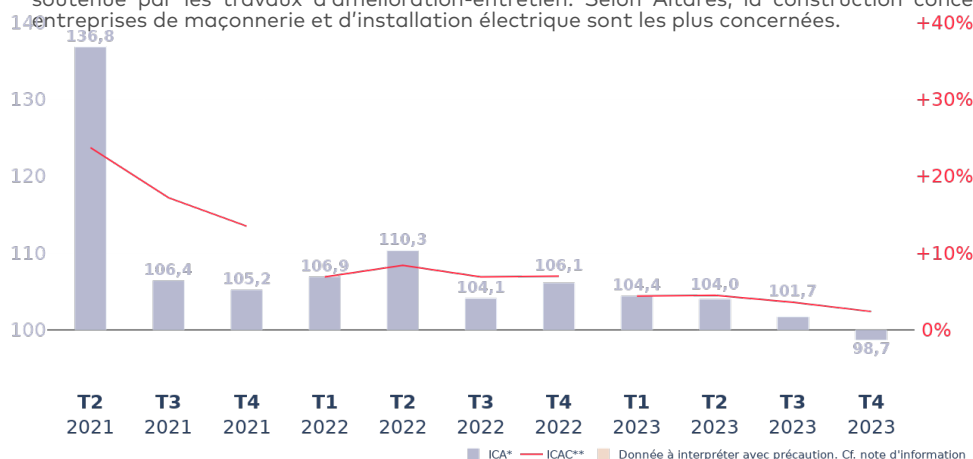
+5,9 %

de hausse cumulée de CA sur l'année 2023 par rapport à l'année 2022



Construction

Les 85 496 TPE-PME de la construction voient leur CA diminuer de 1,3% en valeur au 4e trimestre 2023. La hausse des prix ne compense donc plus la baisse d'activité. Sur l'année 2023, l'activité affiche une hausse de 2,4% liée à l'effet prix. Le dernier indice du coût de la construction publié par l'Insee avait augmenté de 3,4% au 3e trimestre 2023 sur un an. Le prix des travaux d'entretien-amélioration a crû de 4,5%. La FFB (bilan 2023) révèle que l'activité du logement neuf (-7,8% sur un an) est proche de son niveau le plus bas historique. La production en non résidentiel neuf résiste (+0,4%) tandis que l'entretien-amélioration ressort en hausse de 2,6%. La CAPEB (artisanat du BTP) confirme une activité en légère baisse (-0,6%), plombée par le résidentiel neuf mais soutenue par les travaux d'amélioration-entretien. Selon Altarea, la construction concentre désormais 24% des défaillances. Les entreprises de maçonnerie et d'installation électrique sont les plus concernées.



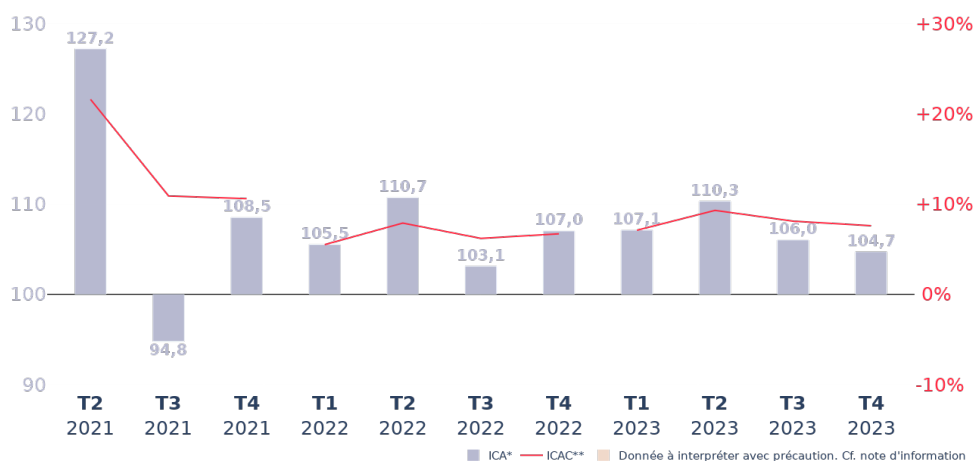
+2,4 %

de hausse cumulée de CA sur l'année 2023 par rapport à l'année 2022



Entretien et réparation de véhicules automobiles légers (4520A)

Les 11 502 TPE-PME d'entretien et réparation de véhicules automobiles légers de l'échantillon affichent un neuvième trimestre consécutif de hausse d'activité (+4,7% en valeur par rapport au 4e trimestre 2022). Depuis le début d'année, la hausse atteint +7,6%. Selon le baromètre Mobilians-Solware repris par le site de l'Argus, le CA reste porté par l'augmentation des prix liée à la hausse du coût des pièces mais aussi à celle du coût de la main d'œuvre qui progresse encore plus vite. Selon l'Insee les pièces automobiles et pneumatiques ont affiché des hausses d'environ 6% entre 2022 et 2023.



+7,6 %

de hausse cumulée de CA sur l'année 2023 par rapport à l'année 2022

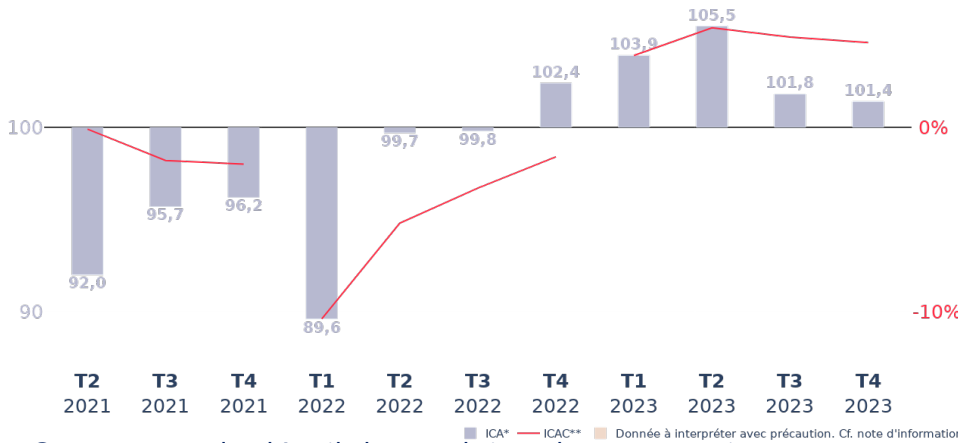


Commerce de détail de viandes et de produits à base de viande en magasin spécialisé (4722Z)

Les 3 155 commerces de détail de viandes et de produits à base de viande en magasin spécialisé de l'échantillon affichent une augmentation de CA de 1,4% en valeur au 4e trimestre 2023. En moyenne sur l'année, la croissance de 4,6% est essentiellement liée à la hausse des prix. En effet, selon l'Insee, le prix de la viande a progressé de près de 11% en moyenne sur l'année 2023, ce qui a pu conduire certains ménages à réduire leur consommation. Selon une note de l'Insee parue le 12 octobre 2023, 47,2 % des Français déclaraient en septembre 2023 avoir changé leurs habitudes de consommation en matière d'alimentation en raison de l'inflation. Selon le dernier bilan de l'Insee publié le 30 janvier 2024, la consommation alimentaire s'est d'ailleurs rétractée au 4e trimestre 2023 (-1,1%).

+4,6 %

de hausse cumulée de CA sur l'année 2023 par rapport à l'année 2022

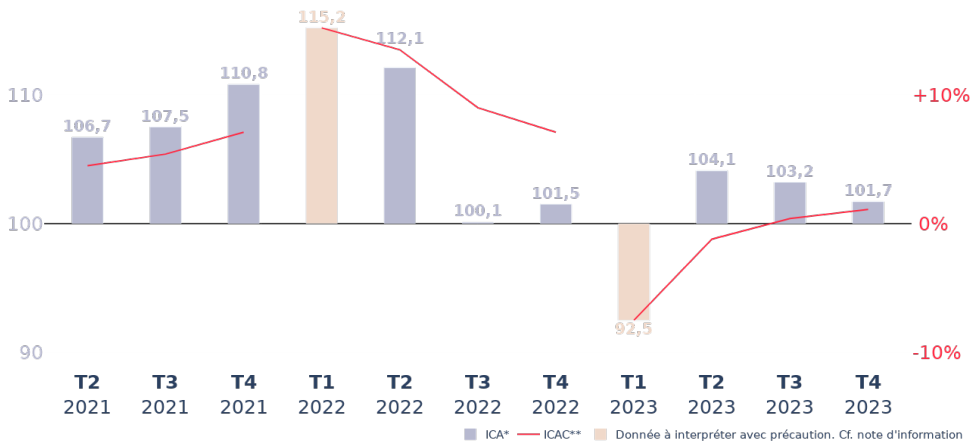


Commerce de détail de produits pharmaceutiques en magasin spécialisé (4773Z)

Les 10 390 pharmacies de l'échantillon affichent une hausse de CA de 1,7% en valeur au 4e trimestre 2023 par rapport au 4e trimestre 2022. En cumul depuis le début d'année, l'activité des pharmacies progresse de 1,1%. Selon l'ANSM, l'année 2023 a été tendue pour les officines avec des difficultés d'approvisionnement qui se sont aggravées. Près de 5 000 signalements de rupture ou risque de rupture de stocks ont été enregistrés, soit 30% de plus que l'année précédente. Par ailleurs, selon le GERS (Observatoire de la profession), le nombre de pharmacies diminue avec moins de 20 000 officines sur le territoire fin 2023, soit 2 000 de moins qu'il y a 10 ans. Parallèlement, l'activité du secteur est en croissance (en lien avec la demande) et les difficultés de recrutement s'accroissent.

+1,1 %

de hausse cumulée de CA sur l'année 2023 par rapport à l'année 2022

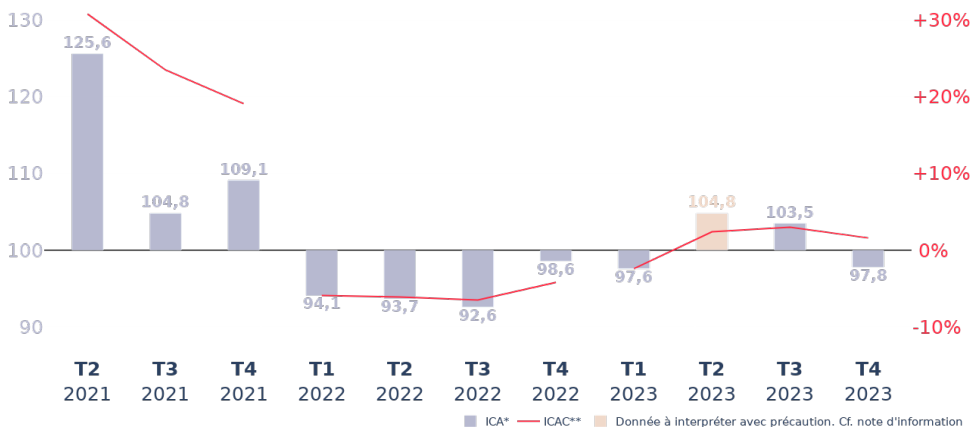


Commerce de détail de fleurs, plantes, graines, engrais, animaux de compagnie et aliments pour ces animaux en magasin spécialisé (4776Z)

Les 3 054 commerces de détail de fleurs, plantes,... de l'échantillon voient leur CA se réduire de 2,2% au 4e trimestre 2023 mais progresser de 1,6% en cumulé sur l'année. L'effet de base était pourtant favorable l'activité ayant ralenti au 4e trimestre 2022 (-1,4%), période de comparaison. Les fleuristes sont confrontés à la hausse de leurs coûts d'approvisionnement (impact de la flambée de l'énergie sur les coûts de production et de transport) et de leurs charges d'exploitations (loyer, énergie, revalorisations salariales) qu'il leur est difficile de répercuter entièrement sur leurs prix de vente. Selon l'Insee, le prix des plantes et fleurs a progressé de 4,9% en moyenne sur l'année 2023. Ainsi, certains clients, également impactés par l'inflation, réalisent des arbitrages budgétaires défavorables aux dépenses en végétaux.

+1,6 %

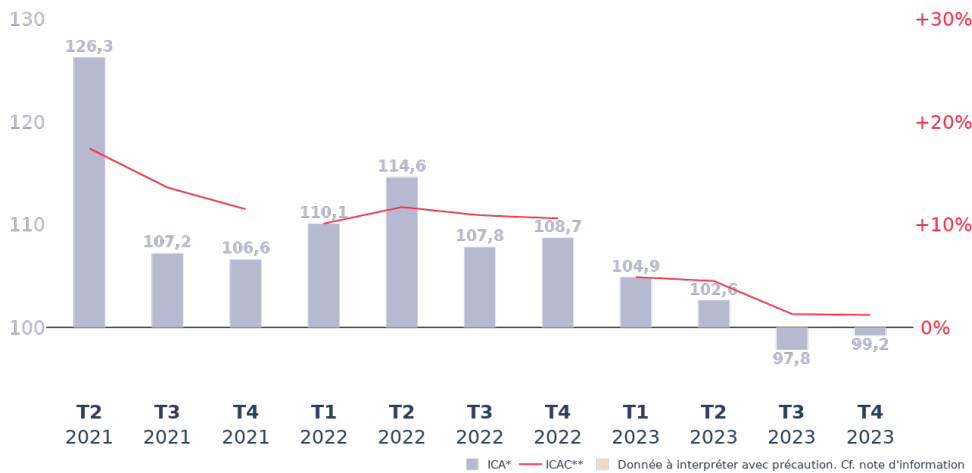
de hausse cumulée de CA sur l'année 2023 par rapport à l'année 2022





Transports routiers de fret de proximité (4941B)

Les 3 449 TPE-PME des transports de fret de proximité de notre échantillon affichent un second trimestre de baisse de leur CA (-0,8% en valeur au 4e trimestre 2023), mais enregistrent une légère hausse de 1,2% en moyenne sur l'année 2023. La baisse de la consommation des ménages pèse sur la demande de transport de marchandises dans un contexte inflationniste tendu. Les prix élevés des carburants impactent également les marges et la trésorerie des entreprises du secteur. Par ailleurs, selon une note Xerfi Risk, les transports routiers de fret de proximité arrivent en quatrième place des secteurs les plus à risque de défaillance en 2024.



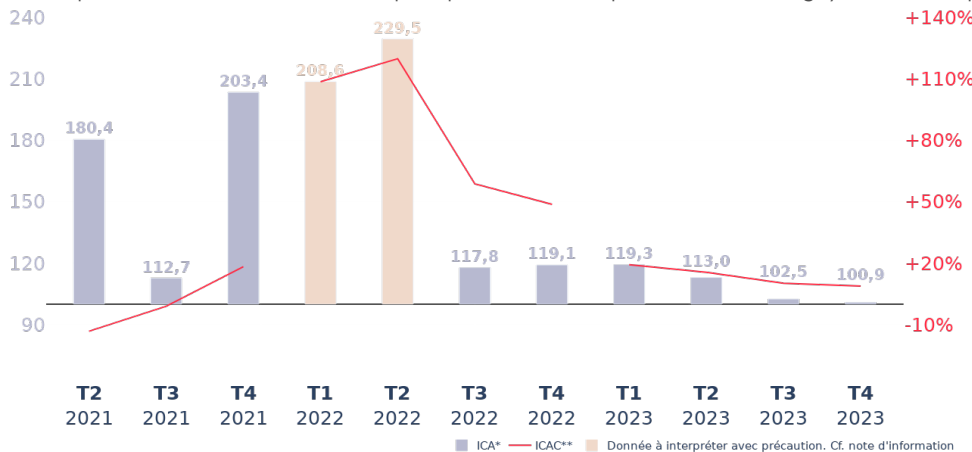
+1,2 %

de hausse cumulée de CA sur l'année 2023 par rapport à l'année 2022



Hôtels et hébergement similaire (5510Z)

Les 5 464 hôtels de l'échantillon enregistrent une croissance de 0,9% en valeur lors du 4e trimestre 2023 et de 8,8% en cumulé depuis le début d'année. Les taux d'occupation dans l'hôtellerie publiés par l'Insee indiquent une baisse du nombre de nuitées en octobre 2023 (-1 point par rapport à octobre 2022) et en novembre 2023 (-0,8 point). Ces baisses résulteraient de la diminution du nombre de nuitées de la clientèle domestique, ce qui corrobore le chiffre de l'institut sur la baisse de la consommation des Français en services d'hébergement et restauration 4e trimestre 2023 (-1,3%). En revanche, sur l'année 2023, la clientèle internationale a porté le secteur. Atout France indique que les recettes du tourisme international ont crû de 12% par rapport à 2019 avec le rebond des clientèles européennes, nord-américaine, l'impact positif de la coupe du monde de rugby et le retour progressif des marchés asiatiques.



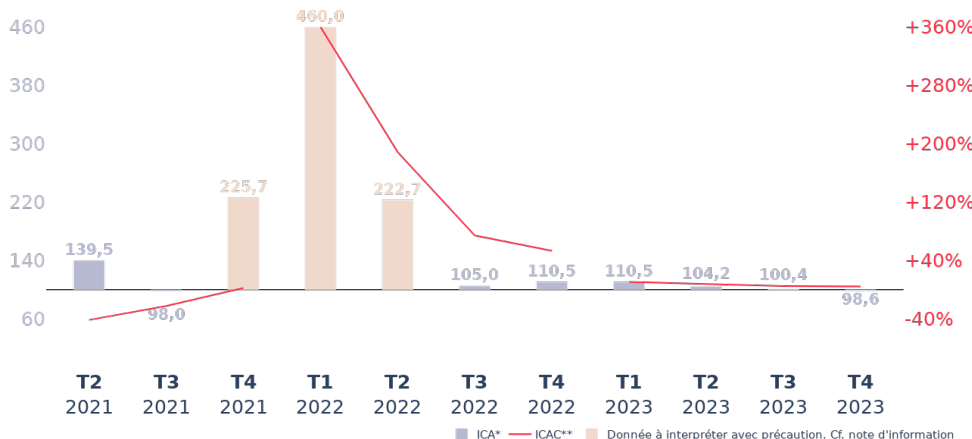
+8,8 %

de hausse cumulée de CA sur l'année 2023 par rapport à l'année 2022



Restauration traditionnelle (5610A)

Les 23 744 restaurants traditionnels de l'échantillon ont vu leur activité se réduire de 1,4% en valeur au 4e trimestre 2023 par rapport au 4e trimestre 2022. L'Insee indique en effet que la consommation des Français en services d'hébergement et restauration s'est repliée au 4e trimestre 2023 (-1,3%). Selon l'Institut, les prix ont affiché une hausse de 5 à 6% en 2023, ce qui a pu décourager une partie de la clientèle ou engendrer des arbitrages. Il convient également de noter que l'effet de base jouait négativement, l'activité ayant fortement augmenté au 4e trimestre 2022 (+10,5%). En dépit de cette contre-performance du 4e trimestre, les professionnels du secteur affichent tout de même un CA en hausse en cumul sur l'ensemble de l'année, de +4,4%. Selon la note de conjoncture Altarea, le nombre de défaillance a progressé de plus de 45% dans la restauration par rapport à 2022.



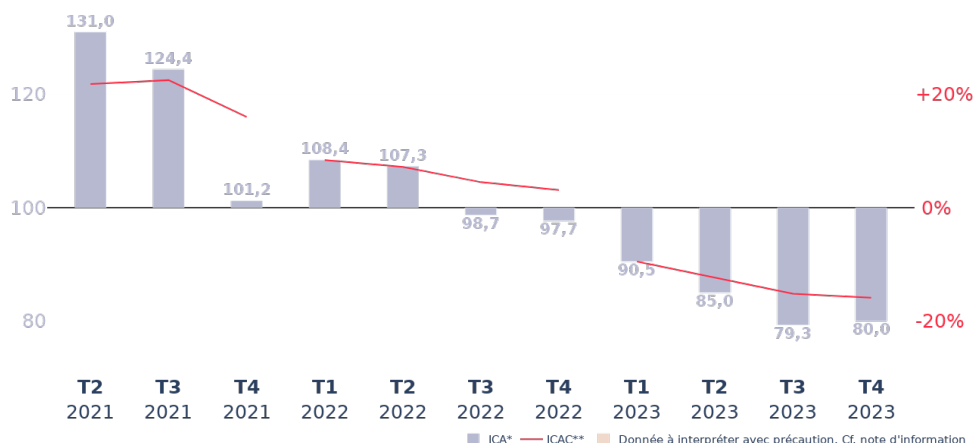
+4,4 %

de hausse cumulée de CA sur l'année 2023 par rapport à l'année 2022



Agences immobilières (6831Z)

Les 11 217 agences immobilières de l'échantillon enregistrent une nouvelle chute d'activité au cours du 4e trimestre, -20% par rapport à la même période un an plus tôt. En cumul sur l'année 2023, la baisse atteint -15,9%. Selon le site Meilleurtaux, les taux d'intérêt sont passés de 1% il y a 2 ans à 3% en janvier 2023 pour finir à 4,5% en fin d'année 2023. Le nombre de transactions s'est réduit de 15% entre 2023 et 2022 selon Nexity et même de 22% selon la FNAIM. Toutefois, les taux commencent à diminuer sur le début d'année 2024. De même, le mois de janvier 2024 signe une légère reprise à la hausse du prix du m² et une stabilité en février selon les indices Meilleurs-agents-Les échos. Dans ce contexte, le nombre de défaillances d'agences immobilières est passé de 420 en 2022 à 910 en 2023, selon la note de conjoncture Altares du 4e trimestre 2023.



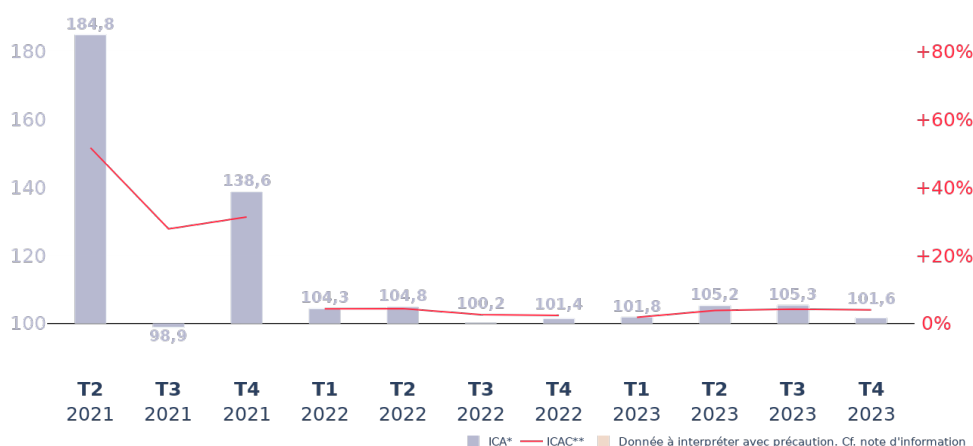
-15,9 %

de baisse cumulée de CA sur l'année 2023 par rapport à l'année 2022



Enseignement de la conduite (8553Z)

Au 4e trimestre 2023, les 2 421 auto-écoles de l'échantillon affichent une légère hausse de leur CA s'élevant à 1,6% en valeur, par rapport au 4e trimestre 2022, et de 4% depuis le début de l'année. Depuis 2022, la forte hausse de l'inflation conduit certains élèves à repousser leur formation au permis de conduire. Cependant, la possibilité d'obtenir le permis de conduire à 17 ans à partir du 1er janvier 2024 pourrait être porteur de croissance, bien que les professionnels du secteur redoutent une pénurie d'examineurs du permis de conduire. Par ailleurs, l'éligibilité du permis moto au Compte Personnel de Formation, acté avec la loi du 21 juin 2023, représente également une opportunité pour les auto-écoles.



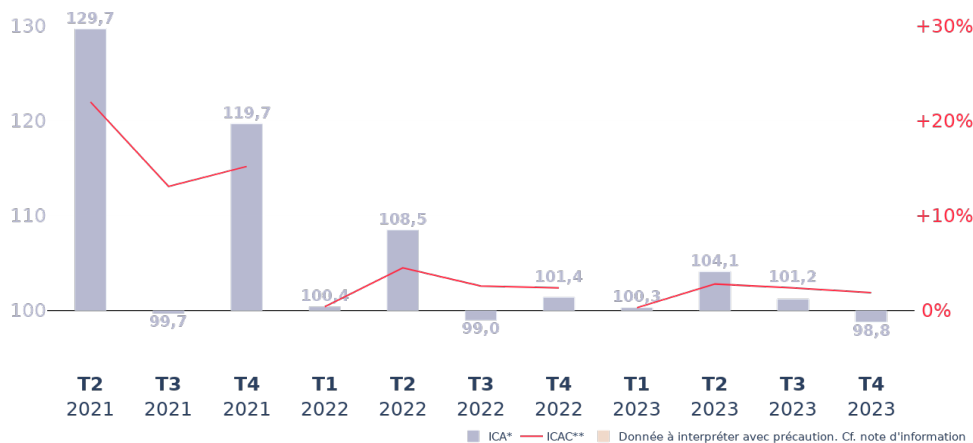
+4 %

de hausse cumulée de CA sur l'année 2023 par rapport à l'année 2022



Coiffure (9602A)

Après quatre trimestres de hausse, les 15 302 entreprises de coiffure de l'échantillon voient leur CA reculer de 1,2% au 4e trimestre 2023. L'activité reste en hausse de 1,9% (en valeur) en moyenne sur l'année. Les clients, depuis le COVID, l'essor du télétravail et dans un contexte inflationniste nécessitant des arbitrages budgétaires tendent à espacer les visites et réduire les dépenses. Le contexte concurrentiel s'intensifie avec un développement des réseaux d'enseigne d'un côté, celui de la coiffure à domicile de l'autre, et au milieu les salons indépendants qui peinent à tirer leur épingle du jeu. Selon la dernière conjoncture Altares du 4e trimestre, le nombre de défaillances du secteur « coiffeurs, soins de beauté et corporels » approche les 2 000 sur l'année 2023, soit 500 de plus que l'année précédente.



+1,9 %

de hausse cumulée de CA sur l'année 2023 par rapport à l'année 2022

- Les données proviennent de la base de données Statexpert, construite à partir des télédéclarations sociales et fiscales réalisées par les experts-comptables pour le compte de leurs clients, les TPE-PME. Les données présentées ici sont issues des informations provenant des déclarations mensuelles et trimestrielles de TVA (EDI-TVA). Il s'agit du chiffre d'affaires (CA) déclaré par les entreprises sur les déclarations de TVA des périodes concernées.
- Les données trimestrielles sont basées sur un échantillon d'environ 600 000 entreprises au niveau national. Les données ont été calculées sur un périmètre d'entreprises présentes lors d'une période analysée et lors de la même période de l'année précédente, qui n'ont pas changé de code NAF et dont l'établissement principal n'a pas changé de département entre ces deux périodes. Les évolutions sont calculées en glissement annuel (une période par rapport à la même période de l'année précédente) et corrigées des jours ouvrés.
- Les entreprises dont le CA mensuel ou trimestriel dépasse 3 fois l'écart-type du CA mensuel ou trimestriel moyen des entreprises du même secteur d'activité (niveau 1 - sections) ont été écartées de l'analyse. Les entreprises réalisant un chiffre d'affaires annuel supérieur à 50 millions d'euros sont également écartées de l'échantillon analysé.
- Afin de prendre en compte encore plus finement les impacts de la crise sanitaire, les mesures de restriction et le confinement, certains filtres ont pu être désactivés, notamment ceux excluant les entreprises dont le CA était à 0 sur les périodes analysées ou cumulant au moins la moitié de leurs déclarations à 0 sur la dernière année. Certaines déclarations à néant réalisées lors des mois de confinement, de restriction ou lors du mois de juillet ont pu être prises en compte afin de rendre compte de la réalité de l'activité des entreprises.
- L'indice de chiffre d'affaires (ICA) mesure l'évolution du CA moyen par entreprise entre une période (ici un trimestre) et la même période de l'année précédente, avec correction des jours ouvrés. L'ICA est affiché dans les cartes et graphiques en base 100 en N-1. Un ICA de 102,1 signifie une augmentation de 2,1% par rapport à la même période de l'année précédente.
- Effet de base : un effet de base peut survenir lorsque l'évolution d'une variable entre N et N-1 varie non pas en raison d'une variation du niveau de la variable entre ces deux dates, mais principalement en raison de l'évolution antérieure (entre N-1 et N-2). À titre d'exemple, si une entreprise a subi une forte baisse d'activité entre N-1 et N-2, alors il y a plus de chance que l'évolution soit positive entre N et N-1.
- L'indice de chiffre d'affaires cumulé (ICAC) mesure l'évolution du CA moyen par entreprise de la période du 1er trimestre de l'année N au dernier trimestre présenté de l'année N, par rapport au CA moyen par entreprise de la même période de l'année N-1, avec correction des jours ouvrés. L'ICAC est affiché en évolution en % dans les graphiques.
- Les secteurs correspondent à la nomenclature d'activités française - NAF rév. 2, 2008 (édition 2015)
 - Niveau 1 (sections), soit 21 secteurs.
 - Niveau 5 (sous-classes), soit 732 secteurs.
- Pour en savoir plus sur l'actualité et les spécificités économiques, financières, juridiques, comptables, fiscales et sociales, consultez les analyses sectorielles sur www.bibliordre.fr

Infographie réalisée par :